

Note d'information Oxfam France – 07 décembre 2017

One Planet Summit : **Emmanuel Macron attendu au tournant sur les financements pour le climat**



© Nastasia Froloff / Oxfam France

Lors de la COP23, à de rares exceptions près, les pays riches sont venus les mains vides. Le sommet international sur le climat, organisé à Paris ce 12 décembre 2017, leur offre une séance de rattrapage pour dévoiler de nouveaux engagements financiers, à commencer par la France. A l'initiative de ce sommet, le Président de la République Emmanuel Macron n'a d'autre choix que de rectifier le tir en annonçant des financements pour les pays les plus pauvres. Sa crédibilité à l'international dépend des engagements concrets qu'il prendra à Paris. Les beaux discours appartiennent désormais au passé.

1. Financements climat internationaux : où en est-on ?

À la COP21, les pays riches se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 afin d'aider les pays en développement à financer leur transition énergétique (atténuation) et à faire face aux impacts du changement climatique (adaptation). Pourtant, les Etats sont encore loin du compte : pour la période 2013-2014, l'OCDE estime que les pays développés ont fourni 41 milliards de dollars par an, en moyenne. Mais pour Oxfam, les pays gonflent leurs chiffres et une estimation plus juste se situe **entre 11 à 20 milliards de dollars par an**¹. Suite aux promesses financières faites à la COP21, les pays développés ont publié une feuille de route estimant qu'en 2020, les financements climat publics augmenteront à 67 milliards de dollars par an. Oxfam estime que le montant total se situera plutôt **entre 18 et 34 milliards de dollars en 2020**.

L'écart important entre ces chiffres s'explique par la **méthode de comptabilisation des financements**, un sujet technique mais *in fine* éminemment politique : d'une part, les pays comptent le montant total des prêts qui leur seront remboursés à terme, et d'autre part ils ont tendance à labelliser de nombreux projets comme « climat » alors qu'une partie seulement a pour objectif la lutte contre le changement climatique. Un exemple simple : la construction d'une école avec des panneaux solaires sur le toit devient un projet climat dans son ensemble alors que seul le coût des panneaux solaires devrait être pris en compte : le but premier étant l'éducation. Résultat : les chiffres sont gonflés artificiellement et ne rendent pas compte des fonds véritablement mis à disposition des pays en développement.

L'adaptation : le point noir des financements climat

A l'heure actuelle, **seulement 16 % des financements climat internationaux sont affectés à l'adaptation**, ce qui est largement insuffisant au regard de la multiplication des conditions climatiques extrêmes qui touchent plus durement les populations les plus pauvres (voir encadré). De plus, l'Accord de Paris stipule que les financements doivent viser « un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation »². Malgré les annonces financières de 2015, en marge de la COP21, **Oxfam estime que d'ici 2020, seul 20 % des 100 milliards de dollars iront chaque année à des activités d'adaptation**. Il est donc indispensable de combler le déficit de financement de l'adaptation.

Le Fonds Vert : un nouvel outil qui doit encore faire ses preuves

Créé en 2010, le Fonds Vert pour le Climat a pour but d'héberger *une partie* des financements climat internationaux. A terme, il doit devenir le principal canal de distribution des financements climat qui transitent aujourd'hui par de multiples bailleurs, au sein d'un système très complexe. Ce nouvel outil doit permettre un accès plus direct, stratégique et moins coûteux pour les pays en développement qui reçoivent et doivent gérer ces financements.

Le Fonds Vert dispose de **10 milliards de dollars** de promesses de financements de la part de 43 pays. A ce jour, 54 projets ont été approuvés pour un montant total de 1,65 milliards de

¹ Oxfam, « 2016: les vrais chiffres des financements climat », novembre 2016.

² Accord de Paris, article 9, paragraphe 4.

dollars³. L'incertitude demeure concernant la contribution américaine : Barack Obama avait promis 3 milliards de dollars, dont 1 milliard a déjà été versé. En juin 2017, Donald Trump a annoncé son intention de ne plus financer le Fonds Vert laissant en suspens les 2 milliards restant. Le budget américain est en cours de discussion aux Etats-Unis.

Des besoins croissants dans les pays en développement

L'année 2017 a été marquée par de nombreux événements climatiques extrêmes qui sont venus cruellement rappeler la nécessité d'aider les plus vulnérables à s'adapter aux impacts du changement climatique : des ouragans ont ravagé les Caraïbes, des tempêtes et des inondations ont détruit des milliers d'habitations et d'écoles en Asie du Sud et la sécheresse a affecté des millions de personnes en Afrique de l'Est.

Dans le rapport « *Déracinés par le changement climatique* », Oxfam démontre l'extrême inégalité du changement climatique: **les populations des pays pauvres ont en moyenne cinq fois plus de risque d'être déplacées à cause de catastrophes climatiques extrêmes et soudaines (comme les tempêtes ou les inondations) que les habitants des pays riches.**

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), les coûts liés à l'adaptation dans les pays en développement sont estimés **entre 140 et 300 milliards de dollars par an d'ici 2030, et entre 280 et 500 milliards de dollars par an d'ici 2050**⁴. Ces chiffres sont établis dans l'hypothèse d'un réchauffement contenu en-dessous de 2°C or les engagements actuels des Etats, présentés à la COP21, nous mettent sur une trajectoire de +3°C. En plus de l'aide aux pays pauvres, il est donc urgent que les Etats réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre.

2. Financements français : où est l'exemplarité ?

En septembre 2017, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, Emmanuel Macron s'est engagé à respecter les engagements pris par la France dans le cadre de la COP21 – **mobiliser 5 milliards d'euros par an d'ici 2020, dont 1,2 milliards pour l'adaptation**. Depuis 2014, les financements climat de la France ont augmenté de 25 % pour atteindre 3,583 milliards d'euros en 2016⁵. Mais derrière les chiffres globaux se cache une réalité moins flatteuse.

Le manque constant de moyens pour l'adaptation

Malgré une légère hausse en 2016 (606 millions d'euros, soit +5 %), le financement de l'adaptation ne progresse pas et est même en baisse, en proportion, par rapport à 2015. Avec **17 % de ses fonds climat dédiés à l'adaptation**, la France a encore beaucoup à faire pour atteindre l'équilibre entre adaptation et atténuation inscrit dans l'Accord de Paris. Même si elle

³ Green Climate Fund, « GCF in numbers », novembre 2017.

⁴ UNEP, Adaptation Finance Gap Report, 2016.

⁵ Source : Bilan 2016 de l'activité climat du Groupe AFD (y compris Proparco, filiale dédiée au secteur privé).

atteint 1,2 milliards d'euros en 2020, à peine un quart des financements climat y seront consacrés. Ce sera insuffisant au regard des besoins croissants dans les pays en développement (voir encadré).

Un recours quasi exclusif aux prêts, qui laissent les pays les plus pauvres de côté

En 2016, les dons ont représenté seulement **8 % des financements climat** (298 millions d'euros). Sur la période 2007-2016, la part des dons dans les financements climat français n'a jamais dépassé les 10 %⁶. A titre de comparaison, l'Allemagne a mobilisé en 2016 plus de 2,5 milliards d'euros de dons pour le climat et le Royaume-Uni près d'un milliard d'euros⁷.

Le recours majoritaire aux prêts explique en grande partie le déséquilibre flagrant entre les fonds alloués à l'adaptation et à l'atténuation – les prêts étant plus à même de financer des activités d'atténuation, plus rentables d'un point de vue financier, que des projets d'adaptation. Ce choix des prêts **limite aussi la capacité de l'AFD à soutenir les populations les plus vulnérables** : sur la période 2007-2014, les pays les plus pauvres ont bénéficié en moyenne de 8,5 % des financements climat ; les dix premiers pays bénéficiaires des engagements climat de la France (dont 7 pays du G20) ont reçu presque 8 fois plus de fonds que les 32 pays les plus pauvres⁸.

Des financements énergétiques incompatibles avec l'Accord de Paris

L'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement de la planète à 1.5 °C ne pourra être atteint que si l'ensemble des flux financiers mondiaux est réorienté vers la transition écologique et les énergies renouvelables, qui doivent bénéficier à tou.te.s. Or aujourd'hui, **l'AFD consacre encore 8 % de ses financements dans l'énergie à des projets fossiles, notamment dans le secteur du gaz [2]**. Si de nombreux pays en développement conserveront une part d'énergies fossiles dans leur mix énergétique dans les prochaines années, le rôle de l'AFD est de se concentrer sur l'appui à l'accélération de la transition énergétique et au développement des énergies renouvelables, y compris en entraînant le secteur privé à sa suite.

3. Créer enfin la taxe européenne sur les transactions financières (TTF)

Depuis 2012, la TTF européenne fait l'objet d'une coopération de plusieurs Etats européens, dont la France. Alors qu'un accord est sur la table depuis plusieurs mois, Emmanuel Macron bloque la création effective de cette taxe en reprenant à son compte les positions du secteur financier : le Brexit rendrait impossible sa création car elle serait dommageable à la compétitivité de la place de Paris.

⁶ Rapport sénatorial « *Financements climat : n'oublions pas les plus pauvres* », Fabienne Keller et Yvon Collin, septembre 2015 (Commission des Finances).

⁷ Les financements climat bilatéraux de l'Allemagne se sont élevés en 2016 à 7,72 milliards d'euros – dont un tiers en dons et plus de 30 % pour l'adaptation. La quasi-totalité des financements climat britanniques sont des dons.

⁸ Rapport sénatorial, 2015

Ces arguments sont faux [3], comme l'explique Oxfam qui promeut la TTF car il s'agit d'un outil idéal : la taxe permettrait de réguler les activités financières les plus spéculatives et nocives tout en dégagant en Europe, **près de 22 milliards d'euros chaque année**, qui pourraient être dédiés au climat et à la solidarité internationale.

Face à l'urgence climatique, instaurer une TTF au niveau européen sous l'impulsion de la France donnerait un signal fort car, en tant que financement public, elle pourrait directement profiter aux pays les plus vulnérables au changement climatique. Emmanuel Macron doit reprendre ce dossier en mains et s'assurer que Bruno Le Maire le porte lors des prochaines réunions des ministres européens des finances, afin de conclure la TTF au cours du premier trimestre 2018.

RECOMMANDATIONS

A l'initiative du *One Planet Summit*, le Président de la République Emmanuel Macron doit démontrer que la France sera à la hauteur du défi climatique, à la fois pour aider les populations les plus vulnérables à faire face aux impacts croissants du changement climatique et pour amorcer la transition énergétique, indispensable pour limiter le réchauffement de la planète à 1.5°C.

- **Emmanuel Macron doit annoncer le doublement des financements français pour l'adaptation, afin d'atteindre 2,4 milliards d'euros par an d'ici 2022.** En tant que pays hôte, la France doit être exemplaire dans ses propres financements, prérequis nécessaire pour être crédible à l'échelle internationale.
- **Emmanuel Macron doit apporter son soutien entier à la conclusion d'une taxe ambitieuse sur les transactions financières (TTF) européenne au cours du premier trimestre 2018.** Comme il s'y est engagé dans son discours à la Sorbonne [4], il devra convaincre ses homologues d'affecter la majorité de cette taxe à la solidarité internationale et à la lutte contre le changement climatique. Face au désengagement américain, la France doit jouer un rôle moteur pour que l'Union européenne se remobilise et fasse preuve d'ambition.
- **Emmanuel Macron doit engager sa responsabilité en s'assurant qu'aucun acteur public français ne consacre des financements à des projets d'énergies fossiles.** En premier lieu, le groupe AFD doit annoncer qu'il met un terme à tout soutien financier à des projets d'énergie fossile. Il s'agirait d'une première mondiale pour une agence nationale de développement.

Notes aux rédactions :

[1] Rapport d'Oxfam, novembre 2016 - [Les vrais chiffres des financements climat - où en est-on de l'engagement des 100 milliards de dollars ?](#)

[2] Rapport d'Oxfam France, octobre 2017 - [Les énergies renouvelables pour lutter contre la pauvreté – le rôle de la France dans la transition énergétique en Afrique subsaharienne](#)

[3] Note d'information d'Oxfam France et de GHA, décembre 2016 - [Les 10 idées reçues sur la taxe sur les transactions financières](#)

[4] 26 septembre 2017 - [Initiative pour l'Europe - Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique, septembre 2017](#)